

Les acteurs du logement appellent de leur vœux un pacte productif pour une politique à la hauteur des besoins de nos concitoyens.

L'Union sociale pour l'habitat et ses fédérations, la Fédération française du bâtiment (FFB), la Fondation Abbé Pierre, l'Association des Maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), l'Assemblée des Communautés de France (AdCF), l'Assemblée des départements de France (ADF), l'Association Force Ouvrière Consommateurs (AFOC), l'Association des Maires de France Ville & Banlieue, l'Association des Petites Villes de France (APVF), la Confédération syndicale des familles (CSF), la Fédération des associations et des acteurs pour la promotion et l'insertion par le logement (FAPIL), la Fédération des acteurs de solidarité (FAS), France urbaine, l'Union nationale des associations familiales (UNAF), l'Union professionnelle du logement accompagné (UNAFO), la Fédération Solidaires pour l'habitat (SOLIHA) et Villes de France ont publié ce jour une déclaration commune appelant le Gouvernement et les pouvoirs publics à être plus ambitieux en matière de politique du logement.

Tous mobilisés, les acteurs du logement rappellent que le logement est un bien de première nécessité qui impose une intervention publique. Face à la nécessité de production et de rénovation massive dont la France a besoin pour répondre à des besoins qui ne se démentent pas, la politique du logement ne peut être guidée par un souci d'économies de court terme. Face à l'urgence sociale et économique, un pacte productif pour le logement s'impose.

Les conséquences des décisions purement budgétaires prises par le Gouvernement, avec près de 6 milliards d'euros prélevés, entre 2018 et 2020, sur les organismes Hlm, se font d'ores et déjà sentir sur toute la chaîne du logement : recul des mises en chantier (-4%) et ralentissement de la rénovation notamment thermique (-3% au dernier trimestre 2018), hausse du nombre de demandeurs de logements sociaux (2 millions). A terme, la production de logements sociaux neufs pourrait baisser de moitié, et la réhabilitation des logements existants pourrait elle aussi connaître une baisse sensible.

Pour Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat : « *Les acteurs du logement sont nombreux et portent un même message : il faut un pacte productif et durable pour le logement. Nous sommes face à une urgence. Il est impératif que la question du logement soit tournée vers l'avenir, par la transition énergétique et l'investissement, pour l'emploi et le pouvoir d'achat. A l'heure du Grand débat national, nous lançons collectivement cet appel. Il est encore temps d'enrayer la crise du logement qui risque d'aller en s'aggravant si le gouvernement persiste dans des logiques budgétaires de court terme.* »

L'Union sociale pour l'habitat représente, en France métropolitaine et dans les territoires d'Outre-mer, quelque 700 opérateurs Hlm à travers ses cinq fédérations (la Fédération nationale des Offices Publics de l'Habitat, les Entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération nationale des Sociétés coopératives d'Hlm (Coop'Hlm), PROCIVIS UES-AP et la Fédération nationale des Associations régionales d'organismes d'habitat social). Elle remplit trois missions : un rôle de représentation nationale auprès des pouvoirs publics, des médias, des milieux professionnels et de l'opinion publique ; une mission de réflexion, d'analyse et d'étude sur tous les dossiers relatifs à l'habitat et l'élaboration de propositions pour une politique sociale de l'habitat ; une fonction d'information, de conseil et d'assistance auprès des organismes Hlm afin de faciliter, rationaliser et développer leurs activités et leurs compétences professionnelles. En 2017, les organismes Hlm ont mis en chantier 87 000 logements neufs et logements-foyers, en ont acquis et amélioré 5 000 et acquis sans travaux 5 500. Ils détiennent et gèrent 4,5 millions de logements locatifs et 0,3 million de logements-foyers et logent environ 10 millions de personnes. Les opérateurs de logement social sont également d'importants acteurs de l'accès social à la propriété : 16 500 logements ont été vendus à des accédants, en secteur groupé ou en diffus. Animés par 12 000 administrateurs bénévoles, ils emploient 82 000 salariés. **Pour en savoir plus : www.union-habitat.org**

Contacts presse : Joachim Soëtar / Alice Grapinet - Direction de la Communication
Tél. : 01 40 75 52 56 ou 01 40 75 79 42 ou 07 64 57 85 66